

<https://divergences.be/spip.php?article4496>



# Un nouveau parti judéo-arabe

- Aujourd'hui - 2026 - mars 2026 -

Date de mise en ligne : mercredi 25 février 2026

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

Origine [+972mag](#)

Pour lutter contre le fascisme israélien, nous avons besoin d'un nouveau parti judéo-arabe

J'ai pu constater de mes propres yeux les limites des partis arabes existants. Si nous voulons apporter un véritable changement dans ce pays, un modèle politique entièrement nouveau est nécessaire.

[<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH267/972-2-4-7a7a2.jpg>]

**Des militants manifestent à Tel Aviv pour demander la fin de la guerre à Gaza, le 23 août 2025. (Erik Marmor/Flash90)**

Il est indéniable que, en tant que Palestiniens vivant en Israël, nous sommes confrontés à une réalité difficile. Depuis le massacre du 7 octobre, nous assistons à une guerre d'expulsion et d'extermination contre le peuple de Gaza et à une occupation de la Cisjordanie qui devient chaque jour plus violente. Alors que la société israélienne s'enfonce de plus en plus dans le fascisme, nous sommes menacés de subir le même sort que les habitants des territoires occupés, tout en étant confrontés aux politiques socio-économiques discriminatoires du gouvernement qui nous nuisent, ainsi qu'à d'autres groupes marginalisés.

Parmi la population arabe, certains agissent sur la scène politique pour protester contre cette réalité et exprimer notre rage collective, tandis que d'autres cherchent à organiser la communauté pour lutter pour ses droits contre un establishment de plus en plus violent et raciste. Ces deux efforts sont légitimes et louables.

Mais si nous voulons apporter un réel changement dans ce pays – vers la fin de l'occupation, l'égalité entre Juifs et Arabes et la paix entre Israël et le peuple palestinien – nous devons proposer un modèle politique d'un tout autre ordre. C'est pourquoi, avec des centaines d'autres citoyens juifs et palestiniens d'Israël, j'ai signé une déclaration (publiée dans Haaretz le 23 janvier) appelant à la création d'un nouveau parti politique judéo-arabe.

Dès les premières heures qui ont suivi la publication de la déclaration, nous avons commencé à essayer des critiques, certaines même virulentes. L'un des arguments tout à fait valables est qu'il existe déjà un parti judéo-arabe : le Front démocratique pour la paix et l'égalité, ou Hadash.

Il est vrai que Hadash, fondé par le Parti communiste israélien en 1976, a une idéologie internationaliste et que sa liste de parlementaires comprend des Arabes et des Juifs. Je suis moi-même né et j'ai grandi dans une famille communiste, et pendant la majeure partie de ma vie d'adulte, Hadash a été mon foyer politique. J'éprouve de l'affection et un sentiment de camaraderie envers ce parti, et en particulier envers une grande partie de ses membres actifs.

Le député Ayman Odeh s'exprime depuis la tribune lors de la manifestation contre la guerre à Gaza, à Haïfa, le 31 mai 2025. (Yahel Gazit)

Au fil des ans, cependant, j'ai constaté les limites de Hadash, principalement en ce qui concerne son activité auprès du public juif : dans la pratique, il a renoncé au recrutement massif de Juifs.

Depuis la création de l'Alliance nationale démocratique, ou Balad, en 1996, Hadash est confronté à une concurrence

accrue pour le vote arabe. Naturellement, cette concurrence a modifié les pratiques de Hadash – son discours et sa manière de s'adresser à son public – même si ses principes fondamentaux sont restés inchangés. Parfois, il manque également de sensibilité envers le public juif, ce qui l'empêche de toucher un large public.

Les partis représentant les citoyens palestiniens – non seulement Hadash et Balad, mais aussi la Liste arabe unifiée (ou Ra'am) et Ta'al – posent d'autres problèmes. La structure traditionnelle (et particulièrement dominée par les hommes), associée au faible nombre de jeunes parmi les dirigeants, aliène de larges segments du public arabe. Nous devons nous demander pourquoi moins de la moitié des femmes arabes et seulement environ un quart des 18-24 ans se rendent aux urnes, et quel type de message politique alternatif les inciterait à voter en masse.

Une autre critique suggère que tant que nous vivons dans une réalité d'apartheid et de génocide, un parti juif-arabe n'est rien d'autre qu'une reproduction des relations de pouvoir existantes. Selon cette approche, ce qu'il faut, c'est que les Israéliens juifs acceptent le leadership palestinien dans les partis existants.

Cependant, cette critique ignore une question fondamentale : qui agira pour changer la réalité politique actuelle en Israël ? Pouvons-nous compter sur Trump ou sur la communauté internationale pour le faire ?

Nous soutenons que le leadership conjoint arabo-juif est en soi un défi à l'ordre existant que nous cherchons à bouleverser. Dans ce contexte, il convient également de se demander pourquoi, dans les organisations de la société civile israélienne telles que Sikkuy, Hand in Hand et Abraham Initiatives, le partenariat judéo-arabe au sein du leadership est considéré comme essentiel, alors qu'il n'est pas valable dans un parti judéo-arabe.

Des militants juifs et palestiniens protestent contre la négligence de l'État face aux crimes violents dans les communautés arabes, Jaffa, 10 février 2026. (Erik Marmor/Flash90)

Enfin, bon nombre de personnes nous ont accusés de menacer de « brûler des votes » et de saboter les efforts visant à renverser le gouvernement Netanyahu. On peut comprendre cette inquiétude, surtout après les élections de novembre 2022, lors desquelles Meretz et Balad ont échoué à quelques milliers de voix près à franchir le seuil électoral, empêchant ainsi l'entrée de huit membres de la Knesset qui auraient pu changer complètement le paysage politique.

Cependant, bien que le parti judéo-arabe proposé n'ait pas encore été créé, ses initiateurs – Ghadir Hani et Maoz Inon – ont salué l'engagement récent des partis arabes à relancer la Liste commune, dans le cadre d'un effort plus large visant à remplacer l'actuel gouvernement kahaniste. « De notre point de vue, il est tout à fait clair que nous devons agir de manière responsable et ne pas prendre de mesures qui mettraient en péril ce résultat », ont-ils écrit aux signataires de la déclaration, laissant entendre qu'ils ne se présenteraient pas à la Knesset si la Liste commune était effectivement rétablie.

La construction d'un foyer politique commun pour les Juifs et les Palestiniens est une tâche à long terme, qui s'étendra certainement au-delà du cycle électoral actuel. Mais c'est à nous qu'il appartient de prendre cette initiative ; nous ne pouvons pas compter sur des puissances extérieures. Nous nous associerons à tous ceux qui s'efforceront avec nous de remettre en cause l'ordre existant.